



CHAPITRE 108

CHAPTER 108

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

[Assented to, the 10th of March, 1960]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi I George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77, 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85; 12 George VI, chapitre 55; 14 George VI, chapitre 86; 14-15 George VI, chapitre 75; 15-16 George VI, chapitre 70; 1-2 Elizabeth II, chapitre 67; 2-3 Elizabeth II, chapitre 67; 3-4 Elizabeth II, chapitre 70; 4-5 Elizabeth II, chapitre 71; 5-6 Elizabeth II, chapitre 73; 6-7 Elizabeth II, chapitre 55, et 7-8 Elizabeth II, chapitre 53, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. Pour les fins industrielles mentionnées aux articles 9 et 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 70, la cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas six cent mille dollars par règlement sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, conformément aux

Preamble.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85; 12 George VI, chapter 55; 14 George VI, chapter 86; 14-15 George VI, chapter 75; 15-16 George VI, chapter 70; 1-2 Elizabeth II, chapter 67; 2-3 Elizabeth II, chapter 67; 3-4 Elizabeth II, chapter 70; 4-5 Elizabeth II, chapter 71; 5-6 Elizabeth II, chapter 73; 6-7 Elizabeth II, chapter 55, and 7-8 Elizabeth II, chapter 53, be again amended, to give it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loan authorized.

1. For the industrial purposes mentioned in sections 9 and 10 of the act 15-16 George VI, chapter 70, the city is authorized to borrow a sum not exceeding six hundred thousand dollars by by-law subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in conformity with

prescriptions de la loi concernant les régle-
ments d'emprunts, sauf la nécessité
de soumettre ledit règlement à l'appro-
bation des électeurs municipaux proprié-
taires.

the provisions of the law respecting loan
by-laws, without its being necessary to
submit the said by-law for the approval
of the municipal electors who are property-
owners.

1937, c.
105, a. 90,
ab. **2.** L'article 90 de la loi 1 George VI,
chapitre 105, est abrogé.

2. Section 90 of the act 1 George VI, 1937, c.
chapter 105, is repealed. 105, s. 90
repealed.

Prescrip-
tion. **3.** Tous droits d'action, en revendica-
tion de la propriété de la subdivision
des lots 84 et 171 de la subdivision du lot
903 au cadastre du quartier nord pour la
cité de Sherbrooke, seront absolument
éteints et prescrits s'ils ne sont pas
exercés, par action intentée devant une
cour de justice de juridiction compétente,
dans les six mois suivant la publication
d'un avis de la sanction de la présente
loi reproduisant le présent article dans la
Gazette officielle de Québec, et en français
dans un journal français et en anglais
dans un journal anglais du district de
Saint-François; à compter de l'expiration
de ce délai de six mois, la cité de Sher-
brooke est déclarée propriétaire de la
subdivision des lots 84 et 171 de la subdivi-
sion du lot 903 au cadastre du quartier
nord pour la cité de Sherbrooke.

3. All rights of action for recovery of 1937, c.
property of the subdivision of lots 84 and 105, s. 90
171 of subdivided lot 903 on the cadastre
of the north ward for the city of Sher-
brooke, shall be absolutely abolished and
prescribed if not exercised by actions
instituted before a court of justice of
proper jurisdiction within the six months
following the publication of a notice of the
coming into force of this act reproducing
this section in the *Quebec Official Gazette*
and, in French, in a French newspaper
and, in English, in an English newspaper
of the district of St. Francis; as from the
expiration of such six month delay the
city of Sherbrooke shall be declared the
owner of the subdivision of lots 84 and
171 of subdivided lot 903 on the ca-
dastre of the north ward for the city of
Sherbrooke. Prescription.

1937, c.
105, a. 54,
am. **4.** L'article 54 de la loi 1 George VI,
chapitre 105, tel que modifié par la loi 12
George VI, chapitre 55, articles 10 et 11
et par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 73,
article 2, est de nouveau modifié en
ajoutant les alinéas suivants:

4. Section 54 of act 1 George VI, 1937, c.
chapter 105, as amended by the act 12 105, s. 54,
George VI, chapter 55, sections 10 and 11
and by the act 5-6 Elizabeth II, chapter 73,
section 2, is again amended, by adding the
following paragraphs:

Modifi-
cation
de ce rè-
glement. "Tout règlement ou toute partie d'un
tel règlement divisant la municipalité en
arrondissements ou zones, prescrivant
l'architecture, les dimensions, la symétrie,
l'alignement ou la destination des cons-
tructions qui peuvent y être érigées, ou la
superficie des lots, la proportion qui
pourra en être occupée par les construc-
tions et l'espace qui devra être laissé libre
en elles, ne peut être modifié ou abrogé que
par un autre règlement approuvé conformé-
ment aux dispositions suivantes:

Modifica-
tion of
such by-
law. "Any by-law or any portion of such
by-law dividing the municipality into
districts or zones, prescribing the archi-
tecture, dimensions, symmetry, alignment
or destination of the buildings which may
be erected therein, or the area of lots,
the proportion which may be occupied by
the buildings and the space which shall
be left open between them, may not be
amended or repealed except by another
by-law approved in accordance with the
following provisions:

Avis. Le greffier doit, dans les trois jours de
l'adoption de ce règlement, en donner avis
public et le tenir affiché durant au moins
cinq jours.

Notice. The clerk, within three days of the
passing of such by-law, shall give public
notice thereof and keep it posted up for
at least five days.

Assem-
blée des
électeurs. Une assemblée publique des électeurs
propriétaires doit être tenue, après l'adop-

Meeting
of elec-
tors. A public meeting of the electors who
are property-owners shall be held after

tion du règlement, aux lieu, jour et heure fixés à cette fin par le conseil. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier. Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin. Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis la lecture du règlement, six des électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Vote.

Lorsque le vote a lieu sur ce règlement, il est pris à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410, tels que modifiés pour la cité. Toutefois, dans aucun cas le règlement ne peut être considéré comme approuvé par les électeurs, à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit. Seuls sont admis à voter sur le règlement les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un arrondissement auquel s'applique le règlement ou la partie du règlement qu'il s'agit de modifier ou d'abroger.

Vote des propriétaires d'immeubles contigus.

Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au greffier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé ci-dessus, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre.

the passing of the by-law, at the place, on the day and at the time fixed for such purpose by the council. Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days. Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman. The clerk, acting as secretary of the meeting, shall read the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed after the reading of the by-law, six of the electors present demand that the by-law be submitted for the approval of the elector-proprietors, the person presiding at the meeting shall fix as polling day a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

Poll.

When a poll is held on such by-law, it shall be held on the date fixed by the person presiding at the meeting of electors and in conformity with the procedure prescribed by sections 399 to 410 as amended for the city. However, in no case shall the by-law be considered as approved by the electors, unless one-third of those entitled to vote on such by-law and residing in the municipality have exercised such right. The only persons permitted to vote on the by-law are the electors who are proprietors of immovables situated in a district or zone to which the by-law or the portion of the by-law which is to be amended or repealed applies.

Nevertheless, the owners of immovables situated in a zone or sector adjacent to that affected by the by-law in question shall also be permitted to vote, upon presentation to the clerk, within the five days following the period of posting of the public notice hereinabove provided for, of a petition signed by at least twelve electors who are property-owners in the adjacent zone or sector in question, or by the majority of them if their numbers is less than twenty-four.

Vote of owners of adjacent immovables.

Referen-
dum.

Nonobstant les alinéas ci-dessus, advenant la refonte complète du règlement de construction et de zonage de la cité de Sherbrooke en vue de sa concordance avec le plan directeur d'urbanisme de ladite cité et/ou l'amendement d'une clause générale affectant tout le territoire de la cité, la demande d'un referendum devra être faite par au moins cent cinquante électeurs-propriétaires résidant dans la municipalité."

Notwithstanding the above paragraphs, should the zoning and construction by-law of the city of Sherbrooke be completely revised in conformity with the city master plan and/or if the amendment of a general clause affecting the whole city is made, a demand for a referendum shall be asked for by at least one hundred and fifty elector-proprietors residing in the municipality."

Referen-
dum.Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.